



AILE PARLEMENTAIRE  
DU BLOC QUÉBÉCOIS

# COMMUNIQUÉ

## Pour diffusion immédiate

*Journée d'opposition du Bloc Québécois*

**« HEUREUSEMENT, NOUS SOMMES LÀ ET NOUS PRENONS LA  
PAROLE POUR LA NATION QUÉBÉCOISE. »**

Pierre Paquette

---

Ottawa, le mercredi 17 mars 2010 – Hier, dans le cadre des journées d'opposition à la Chambre des communes, le leader parlementaire du Bloc Québécois et député de Joliette, Pierre Paquette a présenté au nom du Bloc Québécois la motion suivante :

*Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement a fait la démonstration dans son discours du Trône et dans son budget que le fédéralisme ne répond pas aux aspirations et aux besoins du Québec en ne s'engageant pas, par exemple, à verser une compensation de 2,2 milliards de dollars au Québec pour l'harmonisation de la TVQ avec la TPS, en n'offrant pas à l'industrie forestière un plan d'aide équivalent à celui offert à l'industrie automobile, en ne proposant pas de mesures de relance destinées à l'industrie aéronautique, en ne répondant pas aux attentes des Québécoises et des Québécois en matière environnementale et en ne proposant pas de bonifications aux programmes qui répondraient aux besoins des moins bien nantis du Québec.*

Le député de Joliette en a profité pour dénoncer non seulement le silence sur les litiges entre le Québec et le fédéral mais le comportement des députés originaires du Québec des autres formations politiques qui sont demeurés étrangement muets et n'ont rien fait pour dénoncer cette anomalie. « On se serait attendu à ce que les députés libéraux, néo-démocrates et conservateurs du Québec dénoncent un Discours du Trône et un budget qui démontrent autant de mauvaise foi à l'endroit du Québec. Or, le Bloc Québécois a été le seul à soulever la question » a soutenu le député de Joliette et leader parlementaire du Bloc Québécois, **Pierre Paquette** lors de son allocution en Chambre hier.

Le député a dressé la liste des litiges financiers qui existent entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Ottawa. « Qu'on parle de l'ajout de nouvelles circonscriptions électorales qui viendront réduire le poids politique du Québec, de l'aide dérisoire à l'industrie forestière en comparaison avec les fonds alloués à l'industrie automobile de l'Ontario ou du refus du gouvernement fédéral de dédommager le Québec pour l'harmonisation de sa taxe avec la TPS comme il l'a fait pour l'Ontario et la

Colombie-Britannique, le dernier Discours du Trône et le budget opposent tous deux une fin de non recevoir à une large majorité des demandes du Québec à l'endroit du gouvernement fédéral. Le même constat s'applique également aux autres thèmes auxquels tient le Québec, notamment les nécessaires bonifications au régime d'assurance-emploi ou au Supplément de revenu garanti. Enfin, le budget, comme le Discours du Trône, ne correspondent absolument pas aux demandes du Québec en matière d'environnement ou de la reconnaissance de la nation québécoise », a expliqué **Pierre Paquette**.

Les litiges financiers privent le Québec de beaucoup d'argent. « Le gouvernement du Canada doit 8 milliards de dollars au gouvernement du Québec. Cette somme aurait dû se retrouver dans le budget. On en a fait carrément table rase du revers de la main comme si le Québec n'existait pas. C'est d'ailleurs, je dirais, la conclusion de cette motion. C'est comme si, dans le Discours du Trône, comme dans le budget qui a été déposé il y a deux semaines, le Québec n'existait pas, les besoins et les aspirations du Québec n'existaient pas. » a affirmé **Pierre Paquette**.

« Ce silence vient confirmer le désintérêt de plus en plus marqué de ce gouvernement pour les aspirations et les besoins du Québec et fait la démonstration de l'incapacité chronique du fédéralisme canadien à répondre aux attentes légitimes des Québécoises et des Québécois » a soutenu **Pierre Paquette**.

Le gouvernement fédéral a ignoré le Québec, et le vote d'hier confirme l'intention des partis fédéralistes de poursuivre dans cette voie. « Cela démontre, une fois de plus, que le Québec n'est pas bien servi par le fédéralisme canadien et que seule la souveraineté lui rendra les outils et les ressources nécessaires à son développement » a conclu **Pierre Paquette**.

– 30 –

Renseignements :

Claude St-Hilaire  
Adjoint parlementaire et  
Responsable des communications  
Cabinet du Leader parlementaire du Bloc Québécois  
Cellulaire : 514.895.3040  
[www.pierrepaquette.qc.ca](http://www.pierrepaquette.qc.ca)